

**ARRÊTÉ**  
**modifiant et complétant les prescriptions applicables  
à l'établissement exploité par la société DS SMITH PAPER COULLONS**

**La préfète du Loiret  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite  
Chevalier de l'ordre des Arts et des Lettres**

**Vu** le code de l'environnement, notamment le titre VIII du livre I<sup>er</sup> et le titre I<sup>er</sup> du livre V (parties législatives et réglementaires), et en particulier les articles R.181-45 et R.214-1 ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Mme Sophie BROCAS, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017, autorisant la société DS SMITH CHOUANARD à poursuivre l'activité de l'usine de la fosse sur la commune de COULLONS, en particulier son article 4.1.3 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORÉ, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (S.D.A.G.E.) du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;

**Vu** le courrier de l'inspection des installations classées du 14 juin 2024 communiquant à la société DS SMITH PAPER COULLONS son rapport relatif à l'inspection réalisée le 12 avril 2024 sur son site de COULLONS, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le courrier de la société DS SMITH PAPER COULLONS du 21 janvier 2025 formulant des propositions de fonctionnement des vannes du barrage pour la période d'expérimentation ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 27 octobre 2025 ;

**Vu** la notification à l'exploitant du projet d'arrêté complémentaire et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur le projet susvisé dans le délai imparti ;

**Considérant** l'ouvrage « vannage cartonnerie », code sandre ROE76229 ;

**Considérant** que lors de la visite 12 avril 2024, l'inspecteur de l'environnement de la D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire a constaté les faits suivants : l'exploitant a complètement fermé les vannes du barrage ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.1.3 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017 ;

**Considérant** les attendus en termes de continuité écologique et de débit des cours d'eau précisés au sein du S.D.A.G.E. Loire-Bretagne ;

**Considérant** qu'au sens de la rubrique 3.1.1.0 fixée à l'article R.214-1 du code de l'environnement, « [...] la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments. » ;

**Considérant** les conclusions de l'exploitant présentées le 9 novembre 2020, suite à la phase de tests de 2019-2020, à savoir :

- la volonté de curage a été abandonnée car l'ouverture permet de faire partir les sédiments ;
- suivant les préconisations du service de l'eau de la direction départementale des territoires : ouverture progressive et partielle d'une vanne afin de ne pas faire un grand effet « chasse » et abîmer les berges ;
- grâce à l'ouverture partielle, l'exploitant peut ouvrir plus longtemps les vannes sans impacter l'approvisionnement en eau du site ;

**Considérant** la demande de la police de l'eau de la direction départementale des territoires du Loiret de laisser les vannes ouvertes en continu, même si l'ouverture est faible, mais suffisante pour laisser passer en aval un débit minimum et pour l'alimentation en eau de l'usine, portée à la connaissance de l'exploitant par courriel de l'inspection des installations classées du 27 novembre 2020 ;

**Considérant** les dispositions et les engagements pris par l'exploitant à l'issue de la réunion du 27 septembre 2024 associant l'exploitant, la police de l'eau et l'inspection des installations classées ;

**Considérant** le caractère acceptable des propositions de fonctionnement des vannes du barrage pour la période d'expérimentation d'un an, formulées par l'exploitant par courrier du 21 janvier 2025 susvisé ;

**Considérant** qu'il convient d'acter les dispositions et les engagements pris par l'exploitant, notamment concernant l'expérimentation d'un an sur le fonctionnement des vannes de barrage et du rendu de l'étude finale ;

**Considérant** qu'il y a lieu de modifier et de compléter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017 susvisé, suivant les dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1. PORTÉE DES PRESCRIPTIONS**

#### **CHAPITRE 1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société DS SMITH PAPER COULLONS, exploitant une usine de papeterie/cartonnerie à COULLONS, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

#### **CHAPITRE 1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

##### **ARTICLE 1.2.1. Phase d'Expérimentation**

Les alinéas 2 et suivants de l'article 4.1.3 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017 susvisé sont abrogés et remplacés par le présent article :

*« Pendant une phase test qui prend fin en janvier 2026, l'exploitant expérimente le fonctionnement manuel des vannes pour remplir son bassin, suivant les conditions suivantes :*

- *L'exploitant s'assure de maintenir en tout temps le débit réservé dans le cours d'eau en aval, grâce notamment à la mise en place d'échelles limnimétriques en amont et aval immédiat des vannes :*
  - *soit en l'absence de manœuvres de fermeture lorsque le niveau d'eau au droit de l'échelle limnimétrique amont indique que le débit de la rivière est égal ou inférieur au débit réservé ;*
  - *soit en réalisant des manœuvres progressives et alternées des vannes lorsque le niveau d'eau au droit de l'échelle limnimétrique amont indique que le débit de la rivière est supérieur au débit réservé. Le respect du débit réservé est alors constaté si le niveau d'eau au droit de l'échelle limnimétrique amont indique que le débit de la rivière est supérieur ou égal au débit réservé ;*
- *L'exploitant renseigne un registre de gestion de l'ouvrage, et des séquences de remplissage du bassin (notamment date et durée de fermeture, volume prélevé, hauteurs d'eau relevées sur les échelles limnimétriques,...). Ce registre est transmis à la fin de la phase d'expérimentation à l'inspection des installations classées (D.R.E.A.L.) ainsi qu'à la police de l'eau (D.D.T.) conjointement avec l'étude prescrite à l'article 1.2.2. »*

### **ARTICLE 1.2.2. Phase de rendu d'étude**

A l'issue de la phase test définie à l'article 1.2.1 du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées (DREAL) ainsi qu'à la police de l'eau (DDT du Loiret), une étude comprenant a minima :

- Une analyse des besoins de l'entreprise en termes de ressource en eau (volume, débit, ...) ;
- Une proposition pérenne et chiffrée de la gestion de la ressource en eau et du point de prélèvement au milieu naturel de l'établissement, sur la base d'une étude technico-économique comparant plusieurs scénarii et a minima les deux scénarii ci-dessous
  - un scénario à privilégier d'arasement total de l'ouvrage (vannes de barrage et obstacles dans le lit mineur du cours d'eau) et proposition d'une nouvelle gestion des prélèvements.
  - un scénario de conservation de l'ouvrage dans le cours d'eau avec proposition de fonctionnement et, le cas échéant de modification de l'ouvrage le rendant compatible avec les dispositions du SDAGE et avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration (rubrique 3.1.1.0).
- Une proposition de calendrier de mise en œuvre.

Cette étude doit faire l'objet d'une présentation à l'inspection des installations classées ainsi qu'à la direction départementale des territoires du Loiret au cours d'une réunion de restitution qui devra se tenir au plus tard le 31 mars 2026. L'étude est transmise a minima quinze jours avant la réunion de restitution sus-mentionnée.

## **TITRE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **CHAPITRE 2.1 SANCTIONS**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

### **CHAPITRE 2.2 PUBLICITÉ**

Pour l'information des tiers, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimum de quatre mois.

### **CHAPITRE 2.3 EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLÉANS, le

**11 DEC. 2025**

**Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général**



**Nicolas HONORÉ**



#### Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)**

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Le cours du délai imparti pour l'introduction du recours contentieux est interrompu par l'exercice des recours administratifs, et ne recommence à courir que lorsqu'ils ont été rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux contre la présente décision doit obligatoirement être notifié à son auteur ou à son bénéficiaire, dans les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.